

# LA PARTICIPATION DES HABITANT.E.S DANS LES ALPES

## Définitions et préconisations





*Cette note a été rédigée par l'ADRETS au sein du projet "Labo alpin : services, territoires et transition", financé en 2024 dans le cadre de la Convention Interrégionale du massif des Alpes (CIMA) par le FNADT, la région Auvergne-Rhône-Alpes et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.*

Avec le soutien de



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**FONDS NATIONAL  
D'AMENAGEMENT  
ET DE DEVELOPPEMEN  
DU TERRITOIRE**  
Massif des Alpes

**RÉGION  
SUD**

PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



**La Région**  
Auvergne-Rhône-Alpes

# SOMMAIRE

●	Mise en contexte	4
●	“Démocratie représentative, participative, participation des habitant.e.s... de quoi parle-t-on ?	6
●	Les démarches de participation dans les territoires de montagne aujourd'hui, quelles réalités ?	7
●	Travailler les innovations en matière de participation, deux exemples expérimentés à Saillans (Drôme)	9
●	Quelles innovations à l'oeuvre pour permettre une participation et des processus délibératifs dans les territoires ruraux de montagne	12
●	Faire communauté et travailler des imaginaires communs mobilisants plutôt que les subir	13
●	Définir en amont le cadre de la participation pour redonner un vrai pouvoir aux habitant.e.s	15
●	Dépasser le rôle de l'élu.e omnipotent.e et développer l'habitant.e expert.e	16
●	Creuser les conflits pour en faire un terreau fertile à de réels processus délibératifs	18
●	Accepter de prendre le temps pour développer une culture de la participation	20
●	Ce que l'il faut retenir	21
●	Ressources	22



# Mise en contexte

Les exemples de participation à un échelon local dans des territoires de montagne ne sont pas nouveaux. On peut remonter la tradition de communautés s'auto gérant dans nos montagnes au XIV<sup>e</sup> siècle. Les communautés situées autour de la vallée de la Durance, du Grand Briançonnais, du Queyras et également de l'autre côté de la frontière dans le Piémont (dans ce qui deviendra bien des années plus tard l'Italie), ont créé au fil des années une forme d'organisation liée aux échanges commerciaux et activités pastorales, liée également à la difficulté d'accès aux territoires pour la levée de l'impôt par le Dauphiné.

**Ces formes d'organisations locales ont conduit à la signature de la Grande Charte en 1343 permettant une autonomisation quasi-totale de la "Communauté des Escartons" par rapport à la province du Dauphiné.** Ces escartons possédaient leurs propres assemblées, sans prééminence de la noblesse, chargées de prendre les décisions relatives à l'organisation des communautés montagnardes. Cette organisation qui a perduré jusqu'à la Révolution indique **une forte propension des territoires de montagne à s'organiser du fait de leur situation aux confins et éloignement d'un pouvoir centralisé.**

Aujourd'hui pourtant, **les démarches de participation semblent moins visibles et structurées que les démarches engagées dans les quartiers politique de la ville depuis les années 80 et la création de la politique de la ville par Hubert Dubedout.** **Les mouvements citoyens ayant émergé depuis une dizaine d'années, le font souvent en réaction à des contestations de projets d'infrastructure ou d'aménagement en lien notamment avec les bouleversements amenés par le changement climatique,** ressentis encore plus fortement dans les massifs dont le massif Alpin et ses impacts sur les modèles économiques des vallées et de l'économie centrée autour du ski.



## **Dossier Mobilisations citoyennes La Montagne et Alpinisme**

Un dossier est consacré aux mobilisations citoyennes ayant émergé ces dix dernières années en lien avec des projets d'aménagement de la montagne. Au travers de l'étude d'une dizaine de cas - Vercors, Maurienne, Aravis, La Grave, etc., François Carrel analyse la naissance des ces mouvements, les liens souvent conflictuels avec les pouvoirs publics locaux et les effets dans la durée de ces mouvements.

"Une Montagne de mobilisations citoyennes, La Montagne et Alpinisme, 4-2024, décembre 2024



La prise de conscience de la nécessité à mobiliser les habitant.e.s dans la réflexion sur les politiques de transition se développe au travers notamment de dispositifs de politiques publiques intégrant de plus en plus cette question d'une gouvernance territoriale multi acteurs (projets LEADER, Espaces Valléens, etc.). Mais au vu de l'urgence de changer de modèle de développement des territoires de montagne pour en faire des territoires habitables et résilients, les dispositifs existants questionnent sur leur portée, leur efficacité à embarquer la population locale dans de vrais processus de co-réflexion de solutions, de modèles de développement.

Cette note se veut le reflet de la rencontre Services et Territoires organisée par l'ADRETS en décembre 2024 dans la commune des Adrets (Belledonne) et ayant réuni près de 80 participant.e.s sur deux journées. Elle vise à décortiquer ce que l'on nomme "participation citoyenne" ou "participation des habitant.e.s", en soulevant les questions suivantes : de quoi parle-t-on ? Quelles sont les dynamiques existantes, les bonnes pratiques, les démarches inspirantes ? Sur quels leviers peuvent s'appuyer les territoires alpins pour travailler et co-construire des solutions pour permettre l'habitabilité des territoires de montagne ?

**"Nous sommes fiers du dynamisme de nos citoyen.ne.s dans notre commune. Merci à tous ceux et celles qui s'impliquent, qui osent rêver les choses différemment. Cet engagement citoyen est une grande richesse. Il est de notre devoir d'entretenir ce terreau fertile". (Delphine Perreau, maire des Adrets)**

### **Les Adrets : village participant, vivant et habité !**

Le choix de réaliser la rencontre sur cette thématique sur la commune des Adrets n'est pas un hasard. Le dynamisme de la commune repose sur un équilibre entre d'une part des habitant.e.s ayant des idées pour développer la vie du village, ses services, des habitant.e.s qui "osent rêver les choses différemment" et d'autre part, une posture portée par l'ensemble du conseil municipal de soutien à ces initiatives, de facilitateur des démarches sur un plan matériel, financier, administratif et humain. Selon le conseil municipal, la légitimité des élu.e.s tient à leur capacité de mettre en place tous les moyens pour rendre possible l'accomplissement des besoins des habitant.es. Ce travail avec la population locale se traduit également par l'existence d'organes consultatifs pour appuyer les réflexions des élu.e.s (comité consultatif, conseil municipal des jeunes). L'ensemble des processus participatifs appuyés et présents sur la commune ont été mis à l'honneur lors de l'Avant-Rencontre.

[Fiche expérience Comité consultatif et conseil des jeunes](#)

[Fiche expérience La Marmite](#)

[Fiche expérience La Cocotte, espace de coworking](#)

[Fiche expérience la cantine scolaire gérée par les parents d'élèves](#)

[Fiche expérience Scènes Obliques](#)



# Démocratie représentative, participative, participation des habitant.e.s... de quoi parle-t-on ?

Le cadre définitionnel est issu de l'intervention de deux chercheur.e.s, i.e :

- **Mikaël Chambru**, sociologue, maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, co-coordonateur scientifique du Labex Innovation et Transitions Territoriales en Montagne (ITTEM), dont les travaux portent sur la mise en public des sciences, les controverses publiques, les territoires de montagne et les mobilisations socio-environnementales.

[Lien Présentation](#)

- **Sabine Girard**, Docteure en géographie, chercheuse INRAE et Laboratoire des écosystèmes et sociétés de montagne (LESSEM), dont les travaux portent sur les transformations de l'action collective et l'action publique face aux bouleversements climatiques et écologiques du système terre et ses implications socio-spatiales.

[Lien Présentation](#)



## Les démarches de participation dans les territoires de montagne aujourd'hui, quelles réalités ?

La participation est régie en France par des normes juridiques, des contraintes qui s'imposent aux pouvoirs politiques, c'est le cas par exemple avec l'enquête publique, qui demeure un des plus vieux dispositifs de participation (1833). Celle-ci s'est depuis construite au gré de textes législatifs (1976, loi de 1991 qui organise les débats publics, etc.) et force est de constater que la participation est souvent mise en œuvre, car elle est contrainte par la loi.



### La Ressource :

Une notion large, des enjeux pour les territoires multiples", éléments de contextualisation de la participation dans les territoires ruraux issus de la note de synthèse "La participation dans les territoires ruraux", ADRETS, 2022

Aujourd'hui, on constate une palette variée de dispositifs participatifs, qui inscrivent des niveaux de participation très hétérogènes : conseil de citoyens, enquête publique, conférence de consensus, réunion publique, ateliers participatifs. Cette palette de dispositifs répond à des objectifs, des modalités de fonctionnement et des échelons différents, Alors la participation, contenue dans ces dispositifs constitue-t-elle l'ingrédient magique qui résout tous les problèmes sociaux ?

A l'heure du changement climatique, de la crise du modèle de développement territorial essentiellement concentré autour d'une activité touristique hivernale, depuis le plan neige dans les années 70, de la nécessité de repenser la manière de vivre dans les territoires de montagne, on s'aperçoit que la participation n'est pas une réponse toute trouvée pour mettre en action une transformation.



On constate que les processus à l'œuvre actuellement recoupent deux types de participation publique :

La participation institutionnelle

La participation oppositionnelle

### La participation institutionnelle

Celle-ci se traduit notamment par :

- la **communication publique** : vise à faciliter l'action publique
- la **concertation publique** : démarche visant à informer le public et lui permettre de donner son avis. Ce modèle, que l'on retrouve le plus souvent et qui est imposé par la loi, demande l'avis des habitant.e.s sans être partie prenante de la prise de décision (ex : l'enquête d'utilité publique, ou l'avis rendu à la fin n'est pas forcément celui recouvrant celui de la population).
- la **délibération publique** : faire participer le public à la prise de décisions.

Cette participation institutionnelle soulève des critiques, car celle-ci est souvent considérée comme :

- un artifice, plus ou moins délibératif
- une acceptabilité sociale : faire accepter des décisions qu'on n'arrive pas à faire passer
- une assurance ou réassurance pour les élus locaux en terme de compétences, notamment démocratiques
- une (re)légitimation du rôle social de certains acteurs : la participation est un prétexte à d'autres choses

### La participation oppositionnelle

La participation oppositionnelle (manifestations, innovations sociales) est portée notamment par des mouvements citoyens créés spontanément face à une situation d'urgence et un besoin local (cf. Dossier "Une montagne et des mobilisations citoyennes" cité précédemment)

Ces deux processus ne doivent pas être opposés, car ils se nourrissent mutuellement. En effet, l'ensemble des dispositifs de participation institutionnelle sont presque toujours une réponse de l'Etat à la participation non institutionnelle et oppositionnelle et inversement. Le caractère urgent de transformer le modèle existant nécessite que la participation oppositionnelle, que les innovations en matière de participation se développent, pour agir rapidement et à un échelon local. Il s'agit d'allers-retours permanents.

En outre, on a tendance à utiliser la participation comme un moyen de résorber le conflit, alors même que cette opposition peut créer une "culture commune", un terreau fertile et impliquant pour savoir comment on va continuer à habiter, vivre et travailler dans les territoires de montagne (cf. partie II sur les innovations en matière de participation).

## **Travailler les innovations en matière de participation, deux exemples expérimentés à Saillans (Drôme)**

La commune de Saillans située dans la Drôme compte une population de 1300 habitant.e.s. En 2014 une liste citoyenne (collégiale et participative) est créée, avec comme principe de renverser l'organigramme d'une mairie, en mettant les habitant.e.s en haut, avec des élu.e.s pour accompagner et opérationnaliser.

La genèse de cette liste est liée à un territoire en marge, propice aux innovations sociales. Avant 2014, une mobilisation contre le supermarché a rassemblé beaucoup d'habitant.e.s et un petit groupe a capitalisé sur ce qui s'est passé (incompréhension de la population et de la mairie sur le projet, décision unilatérale, etc.). Des personnes qui avaient des compétences en éducation populaire ont animé des réunions pour inviter les habitant.e.s à dire ce qu'il.elles voulaient pour le village, constituant ainsi un programme ... mais sans candidat.e ! Un groupe de personnes s'est alors retrouvé pour faire connaissance, décider de leurs manières de fonctionner et de comment élire le.la maire à travers une liste de critères.

**Le groupe a assumé l'absence de vision politique, et a décidé qu'il fallait la construire ensemble dans un processus itératif.**



Ce nouveau fonctionnement était basé sur 4 principes clés :

- collégialité : partager le pouvoir entre les responsables, fonctionnement en binôme/trinôme;
- transparence : informer le public, ouvrir le processus décisionnel
- participation des habitant.e.s
- expérimentation : essayer, se tromper, phase de réflexivité (prendre le temps de regarder ce qui a été fait)

Pendant six ans, des événements participatifs avaient lieu tous les 3-4 jours avec une vingtaine de participant.e.s à chaque fois, ce qui sur la durée du mandat a représenté la participation de 1 habitant.e sur 2, avec un noyau dur de 100 personnes mobilisées .

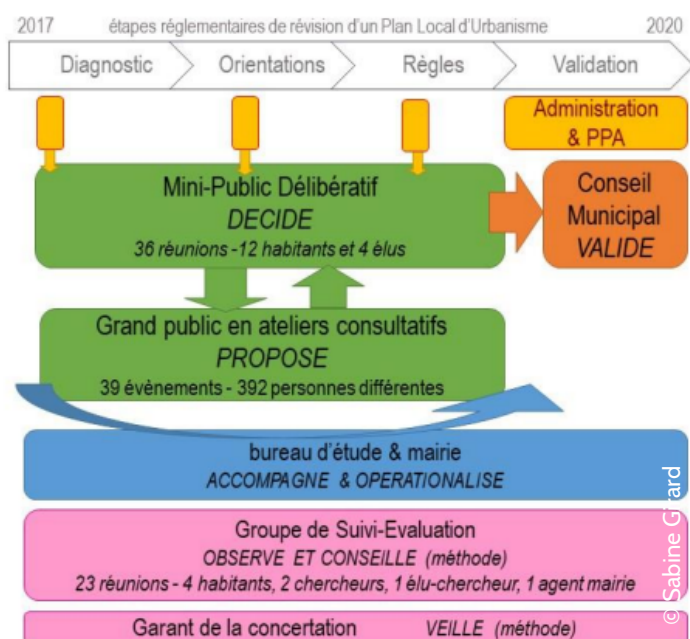


Les enjeux étaient multiples (amélioration et démocratisation de la vie publique, plus d'autonomie pour les citoyen.ne.s, aide à co-construire ensemble, etc.) et ont soulevé de nombreuses questions :

- Qui mobiliser ?
- Comment fait-on avec des personnes présentant des capacités et compétences différentes ?
- Comment gérer la conflictualité ? (car il n'y a pas de démocratie sans conflits)
- Comment réguler cette violence ?
- Question de la dépolitisation du débat : ne pas laisser la main aux expert.e.s, élu.e.s
- Quels effets transformatifs on attend : transformer les usagers, changer les organisations ?

Deux exemples de dispositifs expérimentaux conduits à Saillans entre 2014 et 2020 montrent l'innovation possible en matière de participation.

- **L'inscription dans un cadre de participation institutionnelle existant le Plan Local d'Urbanisme, mais avec une innovation : le tirage au sort des citoyen.ne.s pour élaborer une décision.**



Le point de départ de la démarche se trouve dans l'**obligation d'élaborer le Plan Local d'Urbanisme**. La municipalité a considéré que cela était une bonne occasion de faire participer les habitant.e.s et de pouvoir les former au même titre que les élu.e.s.

En 2017, le choix a été fait d'aller vers les personnes n'ayant pas beaucoup participé jusqu'à présent. **Le processus de tirage au sort a été long (8 mois) avec comme résultat la constitution d'un groupe mixte "mini-public délibératif"**, composé de 4 élu.e.s et 12 habitant.e.s avec le même rôle et accès aux informations.

Ce groupe était en charge de la réalisation et a pris des arbitrages, accompagné par un bureau d'études pour une validation ensuite du conseil municipal.



Le processus délibératif s'est également appuyé sur la concertation des habitant.e.s par le biais d'ateliers publics ouverts à tou.te.s, mais où il était explicite que le "mini-public" trancherait au final. Il a fallu varier les manières de faire et être dans une logique d'aller-vers.

Ce processus et cette articulation ont pu sembler très lourds aux membres du "mini public délibératif" et il y a eu une tendance à la dépolitisation. Mais la repolitisation est venue de la base, des habitant.e.s, avec des débats ayant émergé sur une liste d'opposition en 2020, synonyme également de vitalité démocratique..

- **Démocratie du faire : encourager les initiatives concrètes des habitant.e.s pour prendre en charge des problèmes**



Pour renforcer la capacité d'agir des habitant.e.s, des **Groupe Action Projet**, groupe de personnes volontaires qui mènent une action concrète dans une durée déterminée ont été créés (ex: sur l'éclairage publique). **Environ 50 GAP ont été menés durant la mandature, certains perdurant encore aujourd'hui.** Plus que l'engagement dans la durée, ce qui a prévalu c'était la fluidité du processus et de la dynamique.

Des habitant.e.s bénévoles ont été formé.e.s aux méthodes d'éducation populaire pour accompagner les GAP à fonctionner de manière auto-organisée, puis ils se sont autonomisés.

**Cette organisation à travers les GAP a nécessité d'accepter pour les élu.e.s de ne pas maîtriser ce qui va se faire et de construire un horizon commun, au travers d'actions qui peuvent paraître fragmentées mais qui ne le sont pas.**

#### Les éléments de réussite de cette démocratie du faire :

- être clair.e avec les objectifs d'implication des habitant.e.s, et le dire ! Ingénierie participative : comme tout outil, il n'est pas neutre, il faut soumettre cette ingénierie participative à la critique et offrir les espaces pour être critique sur cette méthode.
- avoir une volonté politique déterminante
- être rigoureux.se sur la posture : faire ce qu'on dit (transparence, partage du pouvoir.)
- développer des espaces de réflexivité pour regarder et analyser ce qu'on fait
- permettre l'apprentissage par l'échange entre pairs

#### La Ressource :

Film documentaire "Commune commune" Documentaire de Dorine Brun et Sarah Jacquet · 1 h 55 min · 18 mars 2022 (France)



# Quelles innovations à l'oeuvre pour permettre une participation et des processus délibératifs dans les territoires ruraux de montagne

En se basant sur les échanges et les interventions lors de la rencontre Services et Territoires, ainsi que sur des lectures connexes, cette partie propose cinq pistes de réflexion pour développer une vraie culture de la participation dans les territoires ruraux de montagne.

- **Faire communauté et travailler des imaginaires communs mobilisants plutôt que les subir**
- **Définir en amont le cadre de la participation pour redonner un vrai pouvoir aux habitant.e.s**
- **Dépasser le rôle de l'élue omnipotent.e et développer l'habitant.e expert.e**
- **Creuser les conflits pour en faire un terreau fertile à de réels processus délibératifs**
- **Accepter de prendre le temps pour développer une culture de la participation**





## Faire communauté et travailler des imaginaires communs mobilisants plutôt que les subir

Comme l'a rappelé Mikaël Chambru lors de la rencontre, les territoires alpins sont actuellement confrontés à des défis colossaux remettant en question le modèle de développement de ces territoires depuis plus de 50 ans. On constate face à ces enjeux, que la population locale se sent souvent démunie et en questionnement par rapport aux ruptures multiples (environnementales, économiques, sociales, etc.) que cette transformation à venir du modèle va représenter. Face à cette situation, **un des leviers de mobilisation semble être la dimension émotionnelle, le sentiment d'appartenance au territoire**. C'est en tout cas ce que souligne le sociologue Yohann Rech dans un article sur les mouvements citoyens des territoires de montagne. L'engagement dans des mobilisations citoyennes actuellement en montagne est souvent le fait de "néomilitants [...] [et] on relève une forte dimension émotionnelle, à travers un rapport marqué au territoire et une sensibilité aux espèces et milieux menacés" [ *Entretien avec Yoann Rech, sociologue du sport et du tourisme, université Rennes 2 "Les tensions créées sont très fortes", Dossier "Une Montagne de mobilisations citoyennes, La Montagne et Alpinisme, 4-2024, décembre, 2024*].



On constate que cette dimension sensible et l'appel aux émotions pour pouvoir mobiliser les parties prenantes des territoires ruraux, dont les habitant.e.s, est de plus en plus introduite dans des stratégies de territoires et dans des diagnostics. **Les représentations, les souvenirs, les récits de vie sont autant de matière sur laquelle s'appuyer pour les acteurs du développement local et pour les élu.e.s pour mobiliser les habitant.e.s dans la réflexion sur l'habitabilité en montagne dans les prochaines années.**

Dans ces nouvelles méthodes de mobilisation et de diagnostic, on peut citer l'exemple du Vercors et de diverses actions développées ces dernières années s'inscrivant dans une réflexion plus globale sur l'avenir de leur territoire :

- **Les écoutes citoyennes** : les écoutes citoyennes sont des entretiens réalisés par des habitant.e.s pour des habitant.e.s. Lien [Ecoutes citoyennes Vercors](#) / Lien [Ecoutes citoyennes UNADEL](#)
- Un travail autour des **attachements au territoire**, comme cela a pu être mis en avant lors d'une soirée organisée par Méautransition intitulé "[Paroles du Vercors](#)"

Il conviendra d'observer les effets des Ecoutes sur l'engagement de la population dans le développement du territoire.

**"Écouter les habitant-es, jeunes ou plus âgés, installé-es de plus ou moins longtemps... permet de comprendre plus finement le comportement et la perception des enjeux liés au sujet choisi : quel ressenti ? que pouvons nous faire ensemble ou non ? quels seraient les leviers à mettre en œuvre demain pour mon territoire ?" [UNADEL]**

## Faire communauté et travailler des imaginaires communs mobilisants plutôt que les subir



### Biovallée®, une rivière pour fédérer

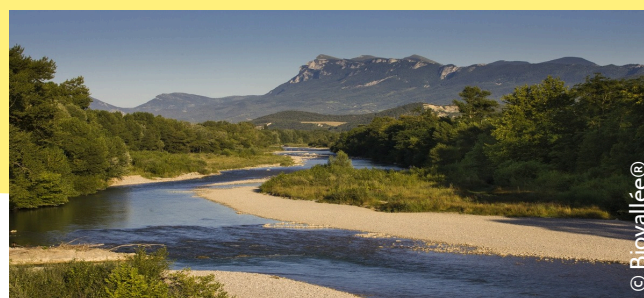
À la fin des années 70, deux dynamiques intercommunales naissent dans le Diois et dans le Val de Drôme, sans liens l'une avec l'autre. Une des clés qui va faire converger ces démarches et mobiliser les acteurs réside dans l'attachement commun à la rivière "Drôme", qui va fédérer pour la première fois les acteurs et les élus de la centaine de communes de la vallée. "Fortement polluée, impropre à la baignade sur 90 % de son linéaire, la Drôme va faire l'objet d'un contrat de rivière en 1990 et donnera naissance au premier schéma d'aménagement pour la gestion de l'eau (SAGE) de France en 1997. En moins de vingt ans la Drôme redevient baignable à plus de 90 %, ce qui vaudra au territoire de recevoir le 1er prix mondial pour la gestion de l'eau en 2005". En 2002, la marque Biovallée® est déposée et les quatre intercommunalités de la vallée se saisissent du concept pour mobiliser toutes les parties prenantes du territoire autour d'un Grand Projet Rhône-Alpes (GPRA) qui bénéficiera ainsi d'une dotation régionale de 10 millions d'euros (2009-2014) et le soutien de nombreux projets innovants en matière de résilience et d'habitabilité. En 2012, l'association Biovallée® est créée par des élus, des acteurs locaux, des associations et des entreprises pour gérer la marque Biovallée®. Aujourd'hui celle-ci est encore existante et a été reconnue comme territoire d'innovation dans le cadre du plan France 2030.

#### Pour en savoir plus :

[Site Biovallée®](#)

[Fiche expérience Comm'un Service](#)

[Fiche expérience UNADEL](#)



## Définir en amont le cadre de la participation pour redonner un vrai pouvoir aux habitant.e.s

Comme nous avons pu le voir dans les propos liminaires de cette note, souvent la participation institutionnelle est porteuse de critiques, car elle manque de visibilité sur le niveau d'implication des habitant.e.s dans le processus délibératif et le cadre dans lequel vont s'inscrire les décisions ou actions développées. Ajouté à un manque de communication sur les différentes étapes du processus, l'effet produit est souvent source de démobilisation ou de frustrations pour les participant.e.s. Les bonnes pratiques présentées lors de la rencontre posent un préambule simple, mais essentiel : avant de se lancer, il faut savoir de quoi l'on parle.

Il est important de poser une base commune de ce que l'on entend par participation, le degré d'implication des parties prenantes, le chemin de la décision avant de se lancer et de visualiser auprès des participant.e.s ce cadre au travers d'une charte, d'une explication claire du projet/démarche, des processus de décision et de ses limites (informatif, consultatif, délibératif, etc.). L'exemple de charte de la commune des Adrets, travaillée avec les membres du Comité consultatif pour définir le périmètre de chacun.e et dans la prise de décisions est un exemple concret de formalisation de ce cadre.

“Avant de venir j'avais une image erronée de la participation citoyenne. Dans les collectivités avec lesquelles je travaille, on pense à la participation quand on a un « problème », un manque de soutien. L'objectif n'est pas bien défini en amont. Il va falloir que je discute avec mes élu.e.s”. [Un participant à la rencontre]

### **Fréquence commune, la sincérité de la démarche comme pilier**

Fréquence commune, une SCOP qui accompagne les collectivités et les habitant.e.s dans la redéfinition de leur démocratie locale, en a fait un principe fondateur lorsque celle-ci accompagne une commune dans la mise en place d'une assemblée citoyenne. Avant d'entamer un accompagnement, les facilitateur.ice.s s'assurent de la sincérité des élu.e.s dans leur demande d'accompagnement à la démocratie locale afin de s'assurer que la décision n'est pas déjà prise et qu'il.elle.s sont prêt.e.s à donner du pouvoir aux habitants.

#### **Pour aller plus loin :**

[Site Fréquence commune](#)

[Fiche expérience Comm'un Services](#)







## Dépasser le rôle de l' élu.e omnipotent.e et développer l'habitant.e expert.e

Quand on parle d'habitabilité des territoires de montagne cela renvoie entre autres **aux services, à l'usage de ces services, aux besoins à moyen, long terme et qui mieux que ceux qui le vivent pour développer des solutions basées sur leur expertise d'usage.**

Les communes disposent bien souvent de moyens limités (techniques, méthodologiques et financiers) et la charge de gestion d'un territoire par des élu.e.s locaux pas forcément formé.e.s à la gestion de projets et disposant de temps limité est souvent importante. **S'appuyer sur les besoins des habitant.e.s, leurs compétences, ainsi que sur leur organisation pour développer des actions et répondre à des enjeux locaux permet de s'appuyer sur les ressources locales, créer du lien social et redonner du pouvoir d'agir aux habitant.e.s.**

Ce changement de posture de la part des élu.e.s et également parfois des technicien.ne.s s'appuie sur ce que Sabine Girard nomme la **"démocratie du faire"**, *"une variété d'initiatives où des citoyen·nes s'autosaisissent de problèmes et cherchent à les résoudre sans attendre ni dépendre des autres, œuvrant à une démocratisation de la société, selon le principe que le pouvoir est à celles et ceux qui font ou qui sont dans le faire société" (Girard).*

Ce décalage nécessite de **changer de paradigme, d'accepter de ne pas maîtriser l'ensemble des résultats et actions développés par les habitant.e.s, d'être garant.e de la cohérence des actions sans en maîtriser la conduite et de développer une posture d'appui, de soutien plus que de moteur de ces processus.**



### Les Ressources :

- **Partie I sur l'exemple de Saillans et les "GAP"**
- **Introduction et l'exemple des Adrets**



Repenser les modèles de développement de territoire et de prise de décisions nécessite de dépasser **les cadres de participation existant (cf partie 1) pour innover, expérimenter des modes de faire dépassant le simple "mandat" décisionnel accordé pour une certaine période de temps.** Cela nécessite d'évoluer dans un processus itératif où la finalité de la démarche, du projet, n'est pas connue à l'avance et également d'accepter que l'erreur puisse faire partie du processus pour aller de l'avant.



## **Dépasser le rôle de l'élue omnipotente et développer l'habitant expert**



### **Déconstruire une idée pour rebâtir une solution adaptée, l'exemple de l'accompagnement de Mizoën (Oisans) par Les ateliers déconcertants**

Les Ateliers déconcertants regroupent des urbanistes et architectes avec pour but de réinventer l'accompagnement des collectivités locales en matière d'aménagement d'espaces publics, en mettant au cœur de la démarche l'expertise d'usage des habitants.e.s.

Le projet de commune de Mizoën portait initialement sur la démolition d'une maison pour construire un nouvel espace public sur la commune. Le travail auprès de la population au travers de plusieurs ateliers, a montré que cette démolition n'était pas adaptée. Le projet initial a été retravaillé pour créer des micro-espaces plutôt qu'un espace public central avec le budget initialement prévu pour la démolition et la maison précédemment achetée a été transformée en logements.

**Pour en savoir plus :**

[Site Les Ateliers Déconcertants](#)

[Fiche expérience Comm'un Service](#)





## Creuser les conflits pour en faire un terreau fertile à de réels processus délibératifs

Comme l'a souligné un groupe de chercheurs lors du colloque "Encore une transition ? Les territoires de montagne face aux changements socio-environnementaux" en 2022, on constate que ***"les territoires de montagne font face à une double injonction : d'une part, une injonction à la transition et d'autre part, une injonction au consensus. Autrement dit, la transition serait inévitable et elle se devrait de mettre tout le monde d'accord sur la manière dont elle devrait être effectuée, alors même qu'elle est portée simultanément par des logiques institutionnelles et citoyennes en tension"***.

On constate que les démarches existantes incluant de la participation ne sont pas calibrées pour accueillir la conflictualité, alors même que les personnes participant à ces processus sont issues d'univers différents, portent des imaginaires et des intérêts différents. André Torres en 2011 défendait déjà l'importance de ne pas lisser les débats pour faire consensus, mais d'accepter que les conflits territoriaux, loin d'être nuisibles, jouent un rôle clé dans les dynamiques territoriales. Ils permettent d'exposer des désaccords légitimes, de réajuster les préférences des acteurs et de valider l'intérêt général. Il considère en citant Hirschmann (1970) que ces conflits sont une solution, une stratégie de manifestation du désaccord "prise de parole (voice), là où d'autres stratégies constituent à "jouer le jeu"(loyalty) ou à quitter le terrain (exit).

Stéphane Gal considère lui qu'en raison de leur nature spécifique (altitude, pente, et localisation frontalière), les montagnes sont des espaces de tensions qui révèlent des enjeux complexes entre les identités locales, les flux internationaux, et les processus d'aménagement. Une homogénéité de pensée et une vision commune semble difficile à trouver dans ces espaces et les conflits dans ces zones sont vus comme des catalyseurs pouvant entraîner des changements structurels, sociaux et culturels, tout en créant des opportunités d'innovation territoriale. Le conflit, en provoquant des chocs et des oppositions, génère du mouvement et du changement, ce qui peut entraîner la création de nouvelles idées, stratégies et visions du monde.

Un processus participatif sans conflit ou qui cherche avant tout le consensus induira un processus où la voix de la majorité sera audible et où les TLM ("toujours les mêmes") seront ceux qui se saisissent de ces espaces. Une démocratie participative au service de la transformation des territoires, notamment des territoires de montagne, implique de chercher à accueillir une pluralité de regards et plus que facteur de crainte, le conflit peut être un vrai catalyseur d'innovation et d'émergence de nouvelles idées. Cette diversité passe par l'inclusion de tou.te.s et l'acceptation de la tension comme un levier pour l'écriture d'un nouveau narratif.



## Creuser les conflits pour en faire un terreau fertile à de réels processus délibératifs



### Le sursis de la station de l'Alpe du Grand Serre

En octobre dernier, la station de l'Alpe du Grand Serre situé sur la commune de La Morte (Isère) est condamné à la fermeture. La communauté de communes de la Matheysine (CCM) a en effet décidé de la non poursuite de son exploitation sous le modèle d'une régie intéressée avec Sata Group (téléphériques et remontées mécaniques), gestionnaire de plusieurs stations de ski de la région, dont l'Alpe d'Huez et Les 2 Alpes.

Suite à ce vote, un collectif citoyen La "Morte Vivante" lance une cagnotte pour récolter 200 000 euros devant en partie permettre l'exploitation de la station une année de plus (avec un cofinancement de de l'Etat, de la commune de La Morte et de plusieurs acteurs du ski).

#### Pour en savoir plus :

[Article Le Monde "La fermeture de la station de ski de l'Alpe du Grand Serre repoussée d'un an"\(23/10/2024\)](#)

[Site du collectif "La Morte Vivante"](#)



## Accepter de prendre le temps pour développer une culture de la participation



L'exemple de Saillans ou des Adrets en témoigne, développer une culture de la participation et fédérer les parties prenantes de son territoire prend du temps et nécessite de la formation théorique et sur le terrain de méthodes participatives, de gestion de projets collaboratifs. Accompagner les changements de postures des décideur.se.s, des habitant.e.s, des facilitateur.se.s doit s'inscrire sur du temps long. Ce temps long n'est souvent malheureusement pas adapté aux mandats électifs, aux calendriers des projets et surtout au sentiment d'urgence à agir, à transformer les modèles existants.



### La Ressource :

L'ADRETS a analysé les mécanismes à l'oeuvre dans les politiques publiques en lien avec la montagne.

*"Etat des lieux ADRETS 2024, Quelle appropriation des dispositifs d'Etat au service de l'habitabilité des territoires ?"*

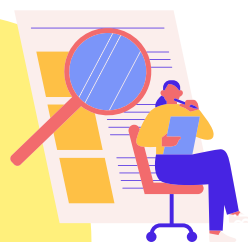
Prendre le temps pour ne plus en perdre ! Cela semble pourtant contradictoire, mais le besoin de projection sur de nouveaux récits et modèles de développement doit permettre que toutes les parties prenantes puissent avancer à leur rythme et un bouleversements profonds de notre démocratie locale.

### Le long chemin à Saillans pour développer une culture commune de participation

Le documentaire "Commune commune" qui a été réalisé sur la commune de Saillans retrace le parcours de ce village et ses transformations de gouvernance. Un exemple qui met en lumière le besoin de temps long sur ces démarches et l'observation des postures lors du processus de concertation sur l'éclairage public. On constate au départ la posture d'un élu debout, des habitant.e.s serré.e.s dans la salle, qui se coupent la parole. A la fin de la mandature, au bout de six ans, le documentaire montre une transformation profonde de ce type de réunion avec un grand cercle, pas de coupure de parole, une qualité d'argumentation. En six ans, une culture de la participation, délibérative, s'est pleinement développée.

### Pour aller plus loin :

Film documentaire "Commune commune" Documentaire de Dorine Brun et Sarah Jacquet · 1 h 55 min · 18 mars 2022 (France)]]



# Ce qu'il faut retenir

La transformation à l'œuvre du modèle de développement des territoires de montagne que nous connaissons depuis 50 ans est aujourd'hui à un point de bascule. L'habitabilité des territoires de montagne doit être pensée avec l'ensemble des parties prenantes de ceux-ci. Ces deux jours de rencontre ont permis de mettre en lumière que dans un monde en adaptation face aux ruptures à venir, il s'agit de travailler des processus démocratiques robustes, c'est-à-dire pouvant faire face aux bouleversements à venir et pouvant s'adapter à des variables inconnues en termes de situations politiques, sociales, environnementales.



## La Ressource :

La robustesse est une approche développée par Olivier Hamant, biologiste qui évoque en comme piste de solution et remède aux ruptures à venir de nos sociétés, une approche robuste, c'est à dire un changement de paradigme dans des sociétés habituées à chercher la performance.

Plus d'informations sur le concept de la robustesse : [Site La Robustesse](#) / [Infographie Les Ecolohumanistes](#)

Il nous semble que ces modèles démocratiques robustes doivent permettre d'expérimenter . Expérimenter de nouvelles formes de gouvernance, de posture, prendre le temps, accepter le conflit pour pouvoir le dépasser, poser un cadre clair, accepter l'échec et de ne pas savoir où on va pour pouvoir penser un modèle le plus adapté à chacun.e et respectant les visions et attachements au territoire. Plus que dire que "l'on fait de la participation" qui ne révèle généralement pas d'un questionnement profond sur ce qu'elle est, ce qu'elle permet, il faut "la vivre" et remettre en question ce qui a été fait jusqu'alors.

A ce titre, le projet d'envergure que représente les JO 2030 et les demandes fortes de transparence de la part des populations locales concernant le processus de décisions liées à l'aménagement des sites olympiques représente un contexte qu'il conviendra de passer à la loupe dans les prochains mois, années. En effet, il conviendra d'étudier avec précision, si l'accueil des JO 2030, ayant été travaillé uniquement à un échelon politique, et les décisions prises le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques 2030 (COJO) prendront en compte les différentes attentes des habitant.e.s et les principes présentés ci-dessus pour laisser de l'espace à l'expression, développer des infrastructures pensées au service de cette manifestation sportive mais aussi pour les habitants de manière durable, et faire de cet évènement historique pour les Alpes une opportunité pour permettre une habitabilité à long terme de ces territoires.



# Ce qu'il faut retenir

"Si les JO 2030 doivent avoir lieu dans les Alpes, alors ils doivent avoir lieu avec les Alpes" et de préférence avec celles du futur plutôt qu'avec celles du passé. Avant de penser à leur organisation, il faut penser à leur héritage : que devront laisser les JO 2030 aux habitants des territoires de montagne ? Doivent-ils accentuer la tendance à l'envolée des prix immobiliers, au maintien de la neige à tout prix, à l'augmentation des capacités d'accueil des stations et des domaines ? Doivent-ils prendre le contre-pied, et si oui, comment ? Peuvent-ils être l'occasion de recréer des filières d'emploi moins saisonnières, moins dépendantes de l'or blanc ? Sauront-ils innover, comme les JO 2024 ont réussi pour partie à le faire, en imaginant que le village des athlètes serait ensuite transformé en logements permanents, en créant le marathon pour tous, ou en misant sur des structures démontables plutôt que sur des chantiers permanents ? Conduire ces réflexions sans les habitants serait un non-sens. Il est encore largement temps de faire des JO leur projet." Innover, inventer, prototyper ou reculer pour mieux fondre" ( Ariane Cronel, ancienne haute fonctionnaire, *Le crépuscule des Jeux*, Guillaume Desmurs, 2025, p 120)

## Pour aller plus loin

Centre  
de ressources

- Fiches expériences Comm'un Service
- Accès aux présentations de la rencontre Services, ADRETS, décembre 2024
- MOOC SolucracY, "Intelligence collective et territoires", 2025
- Plateforme de formation Participation citoyenne (développée dans le cadre du projet SmartCommUnity, ADRETS, 2025
- "Quelle appropriation des dispositifs d'état au service de l'habitabilité des territoires ? Etat des lieux". ADRETS, 2024
- "Agir pour l'habitabilité en territoire de montagne", Rencontres de la saisonnalité alpine 2024. ADRETS, 2024
- "La participation citoyenne dans les territoires ruraux", note de synthèse, ADRETS, 2022
- "Kit de déploiement Living Lab territorial". ADRETS, 2023
- "Une Montagne de mobilisations citoyennes", La Montagne et Alpinisme, 4-2024, décembre 2024







**Rédaction finale et mise en page :**  
Equipe ADRETS - [adrets@adrets-asso.fr](mailto:adrets@adrets-asso.fr)

[www.adrets-asso.fr](http://www.adrets-asso.fr)



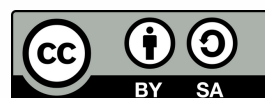
Avec le soutien de



FONDS NATIONAL  
D'AMENAGEMENT  
ET DE DEVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE  
Massif des Alpes



**La Région**  
Auvergne-Rhône-Alpes



Licence CC-BY-SA ADRETS